



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSSJ »

## COORDINATION PROVINCIALE DU BANDUNDU

Tél. : 0998584088-0810204379 Emails : [bandundu@rrsj-rdc.org](mailto:bandundu@rrsj-rdc.org)  
[aimeesperance\\_matungulu@yahoo.fr](mailto:aimeesperance_matungulu@yahoo.fr)

---

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel  
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Projet d' :

**« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »**

### **RAPPORT MENSUEL DU BANDUNDU FEVRIER 2014**

#### I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS DE FEVRIER 2014

la situation securitaire de la Province du Bandundu a été caractérisée par le trafic d'enfants dans la ville de KIKWIT , les territoires de GUNGU et IDIOFA. La coordination provinciale de la société civile a dénoncé ce mal ,dans un communiqué demandant à la population de Bandundu d'être vigilante et à dénoncer, auprès des services compétents, du trafic d'enfants dont l'âge varie entre 2 et 5 ans.

Ce trafic humain se développe dans la province depuis le dernier trimestre de l'année 2013 est entretenu par des inciviques faisant croire aux parents d'enfants qu'il est ouvert, dans la commune de Kintambo, à Kinshasa, un orphelinat où un missionnaire catholique qui prend en charge la vie et la scolarité de ces enfants. A partir de Kinshasa, ces enfants sont discrètement vendus par ces criminels comme esclaves à des prix qui oscilleraient entre 1.000 et 2.000 dollars américains à des étrangers qui les revendent à leur tour à travers le monde, soit aux couples homosexuels désireux d'adopter des enfants, soit aux personnes désireuses d'utiliser des jeunes filles comme esclaves sexuels. Cet appel a été lancé aussi en direction de différentes

églises, des autorités provinciales et urbaines, des organisations socioprofessionnelles, ainsi que des services spéciaux en charge de la sécurité.

La deuxième situation la nuit du 1<sup>er</sup> février, dans le territoire de Gungu, 11 prisonniers évadés suite à l'ivresse de policiers commises à la garde. Parmi les 11, 4 dangereux pour viols et meurtres. La tension dangereuse entre deux prétendants de la société civile de GUNGU et l'existence de conflits de pouvoir coutumier.

## **ACTIVITES**

### **1. PASSATION DE COMMANDEMENT AU COMMISSARIAT PROVINCIAL DE LA POLICE DU BANDUNDU.**

Le Gouverneur de province du Bandundu, Jean Kamisendu Kutuka, a présidé la fin du mois de Janvier 2014 dans la ville de Bandundu, la cérémonie officielle de passation de commandement entre le commissaire supérieur ad. Intérim sortant Nkumu et le commissaire divisionnaire entrant Kanold KAMANA à la tête du commissariat provincial de la police du Bandundu, en présence des notabilités locales et de la société civile, représentée par le président provincial.

Le chef de l'exécutif provincial a invité à cette occasion les officiers, les sous-officiers et toutes les unités de la police à le reconnaître et à lui obéir pour l'intérêt public. Il a enfin demandé au nouveau commissaire provincial de garder jalousement l'étendard lui remis jusqu'au sacrifice suprême. Le gouverneur Kamisendu a procédé, à la même occasion, à la présentation du maire de Bandundu et de son adjoint.

### **2. LANCEMENT A BANDUNDU DES SERIES DE FORMATION EN DROITS HUMAINS PAR LE CEEDH.**

Le collège d'éducation et d'encadrement en droits humains (CEEDH), une ONG de vulgarisation des droits humains basée dans la ville de Bandundu, a lancé dans cette entité, des séries de formations sur cette matière au bénéfice des agents de l'Etat et des membres des organisations non gouvernementales. Les organisateurs ont indiqué que ce sont des formations de trois semaines et portent sur 15 modules.

Un accent particulier est mis sur les droits humains et mécanismes de protection, l'organisation et la compétence judiciaire, les procédures civile et pénale.

Les participants à cette première session de formation qui se déroule au siège du CEEDH situé dans la Commune de Mayoyo sont constitués à majorité des enseignants, des greffiers et des agents communaux.

## **SITUATION DES PRISONNIERS A LA PRISON CENTRALE DE CINQUANTENAIRE**

Lors de monitoring dans la prison centrale de Bandundu, les informations recues aupres du secretaire general qui est aussi un prisonnier, concernant la situation des prisonniers est tres bonne par rapport a la gestion de l'ancien Directeur. Le nouveau Directeur de la prison fait bien son travail. Bien qu'il y a deux problemes qui necessitent qui preoccupent :

Le probleme des prevenus du ressort du Tribunal de Grande Instance d'Inongo. En detention au cinquantenaire il y a plus de 4 ans que le Tribunal de Grande Instance d'Inongo ne vient pas afin d'organiser les audiences foraine dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de Bandundu. Or certaines personnes, les faits pour lesquels ils sont poursuivis ont une peine d'emprisonnement allant de 6, 8, 10 ou 12 mois. Ce Tribunal de Grande Instance d'Inongo qui a longtemps promis de venir a Bandundu pour ses audiences n'arrive toujours pas.

Le Docier de 11 ouest Africains arretes a Tembo pour **immigration clandestine** le juge du Tribunal de Grande Instance de Bandundu a rendu le jugement le 6/02/2014 et Ils sont condamnes a 3 mois de servitude penale principale et au paiement des dommages et interets de l'ordre de 1.000.000 FC a l'Etat Congolais.

## **II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE**

### **Réforme de la Police Nationale Congolaise et Réforme de l'Armée**

Les membres de la société civile du Bandundu, thématique RRSSJ ont participé à l'atelier de formation sur la réforme du secteur de sécurité tenu a Bandundu-ville du 30 au 31 janvier 2014, organisé par le Service d'Education Civique, Patriotique et d'Actions Sociales (SECAS) des FARDC en collaboration avec la fondation Konrad Adenauer d'Allemagne. Ouvert par Son Excellence Monsieur le Vice-Gouverneur de Province du Bandundu. Après avoir suivi tour à tour les exposés des facilitateurs qui ont enrichis leurs connaissances, les participants ont été amenés à réfléchir autour des trois questions: concernant les priorités de la réforme de l'armée et de la police? mecanismes d'amélioration des relations entre : Les hommes en uniforme et l'autorité politico-administrative ; Les hommes en uniforme et la population civile ? et identifier les droits humains les plus violés par les hommes en uniforme de la première région militaire ?

Il ressort des travaux ce qui suit : l'ordre des priorités serait : l'amélioration des conditions sociale des policiers et des militaires, le rajeunissement; l'Équipement adéquat; la formation et l'entraînement; la réhabilitation et/ou construction des infrastructures; la redéfinition de l'organisation territoriale de la défense.

Concernant les relations :La qualité des relations entre les hommes en uniforme et la population dans la province du Bandundu est un peu bonne dans les grands centres et milieux urbains ; moins satisfaisante en milieux ruraux.

Concernant les droits humains: de manière générale, les droits Humains sont respectés. Néanmoins quelques cas sont cités lors d'exécution des missions ordinaires des hommes en uniformes. Il a été reconnu les violations suivantes sur : le Droit à la liberté, Droit à la dignité humaine.



*Photo de famille PNC, Armée et Société Civile, devant l'Inspection Provinciale de la Police-Bandundu*

Bref tous ces problèmes étant des goulaux d'étranglement pour doter le pays des services de sécurité dignes de leur nom, ils ont recommandé ce qui suit :

#### **I. Aux Autorités politico administratives**

D'Institutionnaliser en trimestre et/ou semestre la rédevabilité tripartite (contrôle citoyen) entre l'Autorité politico administrative, les hommes en uniformes et la société civile mais aussi, à tous les niveaux (national, provincial et ETD) ; de reformuler le projet *village agricole* en impliquant les hommes en uniformes ; d'améliorer par des rencontres intensifiées et par des actions concertées, les relations entre les autorités politico-administratives, les hommes en uniformes et la société civile; d'améliorer les conditions de vie et de travail des hommes en uniformes.

#### **II. Aux autorités Policières et Militaires**

Sensibiliser la population sur ses droits et devoirs et vulgariser les lois organiques et codes de conduites des hommes en uniforme ; Sensibiliser et former d'une façon continue des hommes en uniformes sur le respect des droits humains ; Organiser les formations sur les droits humains ; Impliquer la société civile dans la sensibilisation de la population sur les missions des hommes en uniformes.

### III. A la société civile

Dénoncer tous cas de violation des droits humains des hommes en uniforme auprès de leur juge habituel et auprès de leurs autorités ; Sensibiliser la population de leur droits et devoirs vis-à-vis de la nation ; Organiser les formations au profit des Hommes en Uniforme sur différents domaines.

Les questions posées à quelques militaires sur l'avancement de la réforme de l'armée, ils ont répondu que cette réforme avance **timidement** pour plusieurs raisons entre autres les conflits armés auxquels l'armée est appelée à faire face à tout temps, à cela s'ajoute l'absence d'une structure de conception du genre SE/CSRP. (Secrétariat Exécutif du Comité de Service de la réforme de Police) au niveau national.

#### 2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

##### a) Interaction du RRSSJ provincial avec les acteurs étatiques [Partage régulier d'informations, actions de plaidoyer et lobbying].

- La restitution de l'atelier national sur la stratégie de plaidoyer, par la Coordonnatrice du RRSSJ/Bandundu en date du 5 Février 2014 , au profit de Teams Leaders de la société civile et quelques Organisations membres du RRSSJ. 40 Personnes ont pris part dont 10 Femmes. La Police et l'Armée n'étaient pas invités à cette activité. Les participants ont salué cette initiative et attendent de mener les actions sur terrain pour une appropriation de la Réforme.

-Après la tenue de l'atelier sur la réforme , un petit groupe du RRSSJ/Bandundu conduit par la coordonnatrice est allé présenter les civilités au nouveau commissaire divisionnaire Kanold Kamana à l'inspection provinciale de la police, qui a promis d'impliquer le RRSSJ dans toutes les activités de la PNC et a reconnu le travail du RRSSJ depuis Kinshasa comme partenaire incontournable de la Réforme.

-Par rapport aux médias, il n'y a pas une grande implication due à l'ignorance. Pour résoudre ce problème nous organiserons des séances d'information et de formation sur la réforme du secteur sécuritaire , afin de les outiller en la matière et leur demander de créer un espace pour animer des émissions en synergie avec les éléments de la Police .

-Activité dans le territoire de KENGE, précisément à BUKANGALONZO, le 3 Fév 2014 une structure membre du RRSSJ/BANDUNDU , dénommée Association Paysanne au Congo ASSOPAC en sigle, a réalisé un Dialogue pour l'action qui a réuni la société civile, les autorités politico administratives et les services de sécurité ( PNC, DGM) pour évaluer le degré de la corruption et des tracasseries policières et administratives dans ce secteur de Bukangalongo , 79 participants ont pris part dont 8 femmes .

L'activité a connu tour à tour l'exposé du Secrétaire exécutif de l'ASSOPAC et du représentant du Chef de Secteur, le secrétaire de l'ETD Bukangalongo. Signalons une

interaction par la présence du Chef de la Sous-Division de l'EPSP, du Chef de Brigade du service de Transport, du Capitaine de la Police Fluviale, du Commandant des FARDC/Pont-Kwango, du Receveur comptable du secteur, de différents chefs des services générateurs des recettes basés à Pont-Kwango et des Organisations de la Société civile.

Elle a permis aux parties prenantes d'apprécier le niveau de la réduction des tracasseries et de la corruption dans le secteur de Bukangalonzo, le degré d'implication de l'autorité locale dans cette lutte et de capitaliser toutes les retombées positives issues du projet « de Lutte contre la corruption et les tracasseries dans le secteur de Bukangalonzo ».

Elle a permis le secrétaire exécutif de l'ASSOPAC de décrire le déroulement du projet et ses activités dont les résultats atteints étaient : la mise en place des observatoires de lutte anti-corruption dans les 5 groupements, l'éveil de conscience de la population sur les méfaits de la corruption et de la tracasserie, la vulgarisation de la nomenclature des taxes. La présentation de statistiques sur les données des cas de corruption et de tracasserie dans le secteur de Bukangalonzo en pourcentage élevé par secteur : le secteur éducationnel : 80%, le secteur police routière(PCR) : 60% et secteur police territoriale et administration publique : 50%

Le secrétaire du secteur de prouver l'engagement / l'implication des autorités de l'ETD dans cette lutte en montrant les mesures répressives de l'autorité locale à l'égard de tous les agents qui seront auteurs de ce fléau. Il a brandi la décision du Chef de Secteur instituant les observatoires de Lutte contre la Corruption et les tracasseries dans chaque groupement du secteur de Bukangalonzo.

La formulation des Recommandations comme : le paiement de salaire de tous les non payés par le Gouvernement afin de réduire la corruption et la tracasserie dans l'enseignement et la Fonction Publique, Le Gouvernement revoit à la hausse les salaires des fonctionnaires pour mettre fin au frais de motivation que les parents d'élèves paient, bien rémunérer les policiers pour mettre fin aux tracasseries.

Sensibiliser la population à la prise de conscience pour un changement de comportement.

### **III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS**

#### **3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base**

-Concernant la Réforme du secteur de sécurité : Nous constatons qu'au sein de la police, les moins grades ne maîtrisent pas grande chose sur les textes juridiques en leur faveur, le vœu de vulgariser différentes lois comme le statut du personnel de carrière ....

-Sur terrain la population tous comme les policiers ont reconnu que la plupart d'activités réalisées sur la réforme ne concernent que les officiers et la prise en compte du genre souffre encore malgré le 30% prôné par le chef de l'Etat.

-Pour l'armée , les textes comme La loi 04/023 du 12 Nov 2004 : portant organisation Générale de la Défense et des forces armées était calquée sur la constitution de la transition et La loi 081-003 du 17 juillet 1981 : portant statut du personnel de carrière des SV publics de l'Etat met les membres des forces armées et les autres fonctionnaires de l'Etat dans le même panier sans tenir compte des spécificités propres au métier des armes, ne sont pas connus aussi par eux-mêmes.

### **MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD CADRE ET DE LA RESOLUTION 2098**

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098, le RRSSJ par truchement de PROSADEF une structure membre avec l'appui de la Monusco a réalisé le 14 Feb 2014, une Formation de 45 Personnes composées de Chefs des secteurs , les Administrateurs Territoriaux de MASI et BULUNGU, les Maires et les Bourgmestres , quelques chefs des quartiers de la ville de KIKWIT, sur l'Accord et la résolution 2098. A la fin de la Cette formation les 2 outils ont été distribués.

-Nécessite d'intensifier la formation dans toute la province et de multiplier les activités de vulgarisation des deux documents et les mettre à leur disposition . les 2 textes ne sont pas connus par la population ,les policiers , les militaires et les autorités politico administrative , il nous revient le devoir de les Vulgariser .

#### **c) Autres**

-La dotation du plan quinquennal du développement a kenge , chef lieu de la future provinciale avec l'appui de la CTB dans le souci de mettre en œuvre la décentralisation.

-Le 26/02 Près de cinq cents impétrants détenteurs des diplômes de licence en droit ont passé, dimanche à l'Institut Mayele dans la ville de Bandundu, le concours d'admission au barreau de la province du Bandundu.

Le bâtonnier de ce barreau, cyprien Mbere Moba, l'a annoncé le même jour et indiqué que ce test est la première condition sine qua non d'entrée dans l'ordre des avocats. Les gagnants constitueront ensuite des dossiers que le barreau soumettra à l'examen du procureur général près la cour du Bandundu.

Les dossiers retenus après cette étape seront envoyés à la cour d'Appel par le Parquet général, a dit le bâtonnier qui a souligné que la prestation de serment est la dernière étape de la procédure.

Ces impétrants sont venus de toutes les provinces de la RDC et c'est la première fois que le barreau reçoit un nombre très élevé de candidats au concours.

#### **IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS**

Les défis à relever au mois suivant : nous rapprocher davantage de la nouvelle équipe dirigeante PNC et de l'armée.

Renforcer la société civile sur l'Accord cadre et 2098, former, informer, vulgariser et sensibiliser toutes les parties prenantes de la Réforme sur l'accord cadre et la 2098 .

Les recommandations majeures : proposition de projet pour vulgariser différents textes sur la réforme, l'accord cadre , la résolution 2098, formation des policiers par unité sur la police de proximité.

POUR LE RRSSJ BANDUNDU,

**Aimee Esperance MATUNGULU**  
**Coordonnatrice Provinciale**